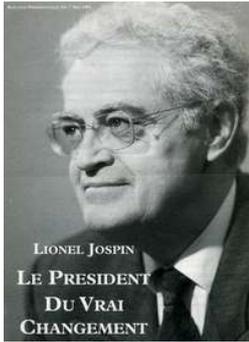


L'EXPÉRIENCE JOSPIN OU LA RECONSTRUCTION INCOMPLÈTE DU PARTI SOCIALISTE



Lionel Jospin, surfant sur l'exercice de démocratie militante et son score au 2nd tour de l'élection présidentielle, impose un nouveau processus de rénovation, fondé à la fois sur un « droit d'inventaire » des années Mitterrand et sur la revendication d'un « réalisme de gauche ». Mais la base électorale du parti continue de subir une érosion dans les catégories populaires et chez les jeunes, se centrant de plus en plus sur les classes moyennes et moyennes supérieures. Cependant l'autorité de Jospin permet un apaisement interne propice à un travail politique dans les domaines programmatique, stratégique et structurel.

En 1995/96, le P.S. organise trois conventions nationales thématiques pour redessiner sa cohérence en matière de propositions : « France, Europe, Mondialisation », « Acteurs de la Démocratie », « Les propositions économiques et sociales ». Le parti propose :

- une vision plus exigeante de la construction européenne, avec notamment quatre conditions au passage à l'euro ;
- une démocratisation renforcée fondée sur l'indépendance de la justice et la parité homme-femme en politique ;
- une politique volontariste en matière économique et sociale qui cherche à s'extraire du discours des "contraintes" (l'accent est mis sur la "croissance endogène" fondée sur quatre mesures phares : relance de la consommation, 35 heures sans réduction de salaire, réel engagement national pour l'emploi des jeunes, priorité à l'éducation et à la formation).

Le programme avait une allure classique pour la gauche française, les mesures supposant un engagement fort de l'État. Mais la démarche de 1996 différait de celle de 1981 car elle partait de problèmes identifiés (coût du travail, précarité, problèmes des jeunes, exclusion, etc.) et préconisait des modes de traitement. Elle entendait s'inscrire dans la durée, sans augmenter les prélèvements obligatoires mais en changeant les priorités de la politique budgétaire.

Dans le même temps, le parti a renoué les fils d'une union de la gauche élargie à partir des « Assises de la transformation sociale », voulues par Michel Rocard et conduite par Lionel Jospin depuis 1994. Renonçant à une stratégie de programme commun, après l'automne 1995, il mena une stratégie d'accords particuliers avec le P.C.F., les Verts, le M.D.C. et le Parti Radical Socialiste (M.R.G.>P.R.S.>P.R.G.), où le P.S. exerçait une hégémonie maîtrisée : le programme gagnait le visage d'une coalition mais les différentes composantes gardaient une large autonomie.

Le troisième volet de la reconstruction consista en des réformes internes pour redonner un élan militant au parti, avec tout particulièrement l'élection directe du premier secrétaire et des premiers secrétaires fédéraux (mesures qui restent discutables), des mesures pour faciliter l'adhésion, la création de nouveaux organismes associés, un objectif de parité entre les hommes et les femmes pour les postes de responsabilités.

Le P.S. désigna ses candidats lors du premier trimestre 1997, montrant une volonté de renouvellement et de féminisation. La dissolution de l'Assemblée nationale décidée pour convenance personnelle par Jacques Chirac le 21 avril 1997 met le parti socialiste en position d'accéder au pouvoir plus tôt que prévu avec la



constitution au dernier moment d'une coalition dite de "gauche plurielle" avec le P.C.F., le P.R.S., les Verts et le M.D.C. Lionel Jospin est nommé Premier ministre. François Hollande (né en 1954) jusqu'ici porte-parole du P.S. est nommé premier secrétaire délégué.

Le gouvernement Jospin met en œuvre le programme défini au sein du parti : 35 heures, emplois-jeunes, lutte contre les exclusions, réforme du code la nationalité et de l'accueil des étrangers, PACS... Dans le

même temps, le parti tente avec moins de succès de poursuivre la dynamique de 1995-1996 avec les conventions : « Quelles entreprises pour quelle société ? » (1998), « Nation, Europe » (1999), « Territoires et Citoyens » (2000). Mais il est également animé par la rivalité des deux "dauphins" de Jospin, **Dominique Strauss-Khan** (né en 1949), ministre de l'économie et des finances, et **Martine Aubry** (née en 1950), n°2 du gouvernement et ministre de l'emploi et de la solidarité.



Pour la première fois, le parti choisit explicitement sur l'Europe une ligne fédéraliste, mais qui n'aura pas de suite, au regard de la présence du M.D.C. sur la liste aux élections européennes de juin 1999. Lionel Jospin présentera par ailleurs en 2001 et 2002 des orientations institutionnelles européennes fort éloignées de celles du parti.

En fait, le parti peine à éclairer l'avenir en termes de propositions politiques et ne sais pas mobiliser l'opinion autour des réformes menées par le gouvernement, même si elles sont souvent populaires et qu'elles rencontrent le succès. Alors que l'action gouvernementale permet de favoriser le retour de la croissance économique et la création de 2 millions d'emplois (le chômage baissera de 12 à 8,7 %), le parti se comporte lors de ses deux congrès (Brest et Grenoble) comme un simple porte-parole (parfois efficace) du gouvernement. Cependant sur l'action économique et industrielle, l'Europe et la question fiscale, l'action gouvernementale atteint les limites des orientations définies collectivement dans le parti.



Les élections de 1998 (régionales, cantonales) et de 1999 (sénatoriales et européennes) sont cependant des succès pour le parti, face à une droite qui n'a toujours pas digéré l'échec de la dissolution. La réforme du quinquennat (référendum du 24 septembre 2000), après une annonce politique en plein congrès du P.S. par Lionel Jospin et sans débat, ne mobilise pas l'électorat et elle n'intègre pas une réflexion complète sur les institutions. Les élections municipales et cantonales de 2001 - malgré l'élection de Bertrand Delanoë (né en 1950) comme maire de Paris - sont par contre un échec, occulté, alors que la droite commence à manipuler le discours sur la proximité et la sécurité. Le P.S. devait travailler durant l'année 2001 sur le renouvellement de son projet, sous le pilotage de Martine Aubry, n°2 du parti, mais la proximité de l'élection présidentielle, l'aspiration de nombreux responsables à de futurs postes au sein d'une "administration Jospin", rendit assez vain cet exercice.

Le programme présidentiel du candidat Lionel Jospin en 2002 sera marqué de toutes les ambiguïtés non réglées de la période précédente. L'instrumentalisation de la sécurité par Jacques Chirac achèvera de détourner la campagne des élections présidentielles de 2002 de son sujet. Jean-Marie Le Pen arrive en 2^{ème} position le 21 avril devant Lionel Jospin (16,17 %) : c'est un choc politique sans précédent, Jospin annonce son retrait "définitif" de la vie politique... La mobilisation limitera le score du candidat Le Pen le 5 mai, Jacques Chirac recevra 82 % des suffrages exprimés.



L'AVENIR INCERTAIN DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS

Le P.S. a été profondément affecté par le choc du 21 avril 2002, il perd logiquement les élections législatives dans la foulée en juin, malgré une légère remontée de ses suffrages (25 %), ils ne font élire que 141 députés. Jacques Chirac a nommé le 6 mai Jean-Pierre Raffarin Premier ministre et la droite se rassemble (à l'exception de quelques élus centristes) pour les législatives dans une nouvelle machine de guerre électorale : l'Union pour la Majorité Présidentielle, transformée en novembre 2002 en un nouveau parti très centralisé, l'Union pour un Mouvement Populaire (U.M.P.). Alors que la droite met en place avec

énergie son programme réactionnaire et ultra libéral, les socialistes s'interrogent sur leur identité, sur les raisons de leur échec, du décrochage des catégories les plus modestes, et sur les mesures qui permettraient de remonter la pente et d'offrir un jour une alternative au pays. Le P.S. n'avait plus de programme, plus de stratégie, plus de projet et plus d'alliances.

Cinq motions ont été soumises au vote des militants entre l'automne 2002 et le printemps 2003 tentant chacune d'apporter chacune à leur manière une explication à la défaite et un sens à l'action socialiste pour l'avenir. Le congrès de Dijon illustre ainsi une première recomposition du paysage interne du P.S. La Gauche socialiste explose, Julien Dray et Harlem Désir rejoignent en fin de compte **François Hollande** (né en 1954), déjà soutenu par la droite du parti (Fabius, Dominique Strauss-Khan et *Socialisme & Démocratie*) et le centre (Martine Aubry, Bertrand Delanoë, Jean Glavany). Jean-Luc Mélanchon s'allie à Henri Emmanuelli et Alain Vidalies pour créer *Nouveau Monde*, un courant de gauche classique. Des éléments très disparates - allant de l'extrême gauche du parti (Gérard Filoche) à d'anciens fabusiens (Thierry Mandon, Arnaud Montebourg), en passant par des groupes et des personnalités ancrés au centre-gauche du P.S. (Vincent Peillon, Nouvelle Gauche) - créent un courant rénovateur, le *Nouveau Parti Socialiste*. Enfin, le premier secrétaire fédéral du Nord, Marc Dolez et précédemment proche de M. Aubry, anime la révolte de certains cadres fédéraux. Les résultats donnent une majorité amoindrie et sans véritable ossature politique à la direction sortante du P.S. : Motion A Hollande 60 %, Motion B *Utopia* 1 %, Motion C NPS 16,7 %, Motion D Dolez 4,5 %, Motion E *Nouveau Monde* 16,4 % (la motion B, groupe inspirée par Dominique Méda fusionnera avec la motion majoritaire). En choisissant de redonner majoritairement leur confiance à la motion menée par François Hollande, premier secrétaire sortant, les militants ont évidemment préféré la continuité et sans doute voulu éviter une situation qui aurait pu être interprétée par l'opinion (et surtout ses commentateurs) comme un désaveu de l'expérience Jospin.



Mais les problématiques soulevées par les minorités étaient moins un rejet de la politique Jospin (la période 1997-2000 faisant par ailleurs l'unanimité en sa faveur) qu'une volonté de remettre à plat le fonctionnement du parti lorsqu'il est au pouvoir, sa relation avec les couches populaires et moyennes et d'ouvrir les questions éludées depuis 1992 (Europe, fiscalité, retraites, services publics, sécurité sociale...). Aussi si les apparences étaient sauvées à l'issue du congrès le plus gros du travail restait à réaliser d'autant que la question du choix entre un social-libéralisme et la construction d'une voie originale du socialisme démocratique n'avait toujours pas été tranchée.

Le P.S. s'est trouvé quelque peu démuni face à la forte popularité d'un Premier ministre inconnu et provincial et, surtout, il n'avait pas de contre-propositions à présenter face aux dossiers chauds du 2nd semestre 2003 : retraites et sécurité sociale. Mais outre des résultats essentiellement médiatiques dans le domaine de la sécurité intérieure et une ambiance d'unité nationale dans l'opposition à la politique unilatérale et belliqueuse des États-Unis d'Amérique en Irak, le gouvernement U.M.P. perdit rapidement les faveurs de l'opinion :

- sa politique sociale devint très impopulaire car reconnue pour ce qu'elle était, une politique de classe ;
- le gouvernement était miné par l'amateurisme politique de beaucoup de ses membres et le manque d'autorité d'un Premier ministre sans marge de manœuvre vis-à-vis du Président de la République ;
- les ambitions présidentielles de Nicolas Sarkozy, n°2 du gouvernement, multipliaient les facteurs de divisions de la droite et amoindrissaient la lisibilité de la politique gouvernementale, hors celle qu'il menait ;
- la nouvelle U.D.F. animée par François Bayrou porte la contestation du chiraquisme absolu au sein même de la majorité ;
- Alain Juppé, député-maire de Bordeaux et président de l'U.M.P. est directement mis en cause dans les affaires de financement du R.P.R. et d'emplois fictifs de la mairie de Paris.

Ce sont tous ces éléments plus qu'une véritable alternative politique proposée par la gauche qui explique le durable décrochage de la droite dans les sondages et ses échecs électoraux successifs en 2004, loin des promesses politiques que l'U.M.P. semblait annoncer.

Le P.S. ancre fortement sa campagne électorale à gauche. Renforcés par un nouveau mode de scrutin, les résultats des élections régionales tournent au désastre pour l'U.M.P. qui ne conserve que l'Alsace et la Corse (la gauche y est majoritaire mais divisée en plusieurs groupes politiques inconciliables). Les socialistes dirigent en alliance les 20 régions métropolitaines, plus la Guadeloupe et la Guyane (Martinique aux indépendantistes, Réunion aux communistes locaux). Les cantonales sont également mauvaises pour la droite, plusieurs conseils généraux basculent vers la gauche, qui renforce partout ailleurs ses majorités départementales.

Trois mois plus tard, les élections européennes sont marquées par une nouvelle défaite de l'U.M.P. : l'U.D.F. et surtout le P.S. - qui frôle près de 30 % des suffrages à lui seul - sont les grands gagnants du scrutin. Mais dans la plupart des États-membres, les partis membres du P.S.E. ont connu des résultats négatifs ; les socialistes français constituent pour la première fois la délégation la plus importante au sein du groupe du P.S.E. au parlement européen, mais ils se montrent incapables de peser sur ses décisions stratégiques. Après avoir dénoncé un accord politique avec les Verts européens et les Libéraux-Démocrates (partis libéraux et centristes), le P.S.E. conclue finalement un accord technique avec le Parti Populaire Européen, qui réunit les partis conservateurs, pour se partager les mandats du parlement. Les sociaux-démocrates allemands et le néo-travailleurs britanniques pourtant désavoués dans leurs pays conservent l'ascendant sur le groupe.

C'est dans ces conditions que s'est ouvert un débat interne à risque pour le P.S. : celui du projet de traité constitutionnel pour l'Union européenne. La majorité du P.S. était divisée quant à cet enjeu ; une partie considère avec Laurent Fabius, comme l'avait soulevé les minorités, que le projet de constitution est à la fois trop libéral et qu'il met un terme à l'intégration politique européenne ; les autres présidentiables (Delanoë, Hollande, Strauss-Khan) sont également membre de la motion majoritaire. Il y a fort à parier que ses divisions tactiques et pratiques risquent de polluer fortement le travail sur un nouveau projet socialiste pour les dix prochaines années.

Le référendum interne du 1er décembre 2004 se conclue par un vote favorable à hauteur de 58 % des militants du PS pour le traité constitutionnel européen, donnant l'image d'un François Hollande triomphant et d'un Laurent Fabius abattu. Mais la campagne nationale référendaire va retourner la situation : les amis d'Henri Emmanuelli et ceux de Jean-Luc Mélenchon font finalement ouvertement campagne pour le « non » contre la position du Parti, NPS se tiendra à l'écart respectant le vote des militants, Laurent Fabius s'engage dans des sorties médiatiques contre le TCE. La directive Bolkestein et l'incapacité de la gauche du « oui » a présenté quelles sont les avancées et les protections qu'offrirait le traité achèvent de faire basculer 59 % de l'électorat de gauche pour le « non » et 56 % de l'électorat de Lionel Jospin en 2002. Le soir du 29 mai 2005, le « non » l'emporte avec 55 % des suffrages, tuant dans l'oeuf une constitution européenne bancaire.

Les amis de Laurent Fabius sont exclus de la direction du PS qui convoque un nouveau congrès pour l'automne. Laurent Fabius est rejoint par Jean-Luc Mélenchon et Alain Vidalies (partisan du « non » qui n'avaient pas fait campagne) pour former la motion 2 dont le discours vise à rassembler la gauche ; NPS reçoit le soutien de plusieurs membres de l'ancienne majorité (Michel Vauzelle, Guy Bono, Gilbert Roger) et in fine des amis d'Henri Emmanuelli réunis dans « *alternative socialiste* » ; l'échec du « oui » a retiré toutes velléités aux sociaux-libéraux français de se dévoiler, aussi une fois passée la période des contribution générale durant laquelle de jeunes amis de Dominique Strauss-Khan dépose un texte très blairiste, il ne restera plus que Jean-Marie Bockel, maire de Mulhouse, et blairiste convaincu pour s'assumer dans une motion autonome ; *Utopia* réitère son aventure de Dijon.

Les résultats du congrès du Mans en novembre 2005 signe un léger tassement de la majorité traditionnelle du PS : motion 1 (Hollande) 55 %, motion 2 20 %, motion 3 (Utopia) 1 %, motion 4 (Bockel) 1 % et motion 5 (NPS) 23 %. L'approche des présidentielles incitent l'ensemble des socialistes à faire une synthèse (sauf Arnaud Montebourg, qui quitte la motion 5 pour fonder « *renover maintenant* ») sur la base de la motion

majoritaire qui recevra d'importants amendements de la seule motion 5 ; le Parti socialiste essaient de bâtir leur projet malgré un calendrier difficile et le visible désintérêt des présidentiables pour son élaboration et la rénovation du Parti (deux thématiques qui ont été en grande partie confiées à NPS). La crise du CPE a permis de montrer un Parti socialiste plus combatif au parlement et plus présent dans les manifestations, il en récolte en partie les fruits.



Mais une personnalité inattendue émerge durablement des enquêtes d'opinion, jouant sur le besoin de renouvellement du peuple de gauche et maintenant volontairement le flou sur les orientations qu'elle souhaite promouvoir, il s'agit de **Ségolène Royal**, née en 1953, compagne du premier secrétaire, mais surtout ancienne conseillère de François Mitterrand, députée des Deux-Sèvres depuis 1988 et présidente emblématique de la région Poitou-Charentes depuis avril 2004.

Alors que le pouvoir s'enlise dans des affaires confuses et ne reçoit plus le soutien de la population, que Nicolas Sarkozy s'impose comme seul candidat crédible à droite et que François Bayrou essaie d'inventer une « troisième voie » improbable, le PS tout à ses querelles de présidentiables aura-t-il suffisamment de ressources pour réussir à présenter un projet socialiste solide et entamer un rassemblement à gauche nécessaire à l'alternative en 2007 ?

* * * * *

à suivre...